

# Conférence de Presse du Chef de l'Etat

## Exposé introductif

Mesdames, Messieurs,

C'était le 1er juin 1993, c'était la victoire de la démocratie. A partir du 10 Juillet 1993, le Gouvernement issu de cette victoire s'est caractérisé par une large ouverture politique.

Cette ouverture répondait à la volonté politique de sauvegarder la cohésion nationale, mais également au souci de montrer à la nation et au monde que la victoire du 1er juin était celle du peuple burundais dans toutes ses composantes et sensibilités politiques.

Sitôt mis en place, le gouvernement s'est attelé à s'assurer de la maîtrise et du contrôle de la situation politique et administrative dans le pays. Il nous est apparu indispensable d'opérer des ajustements nécessaires dans la gestion des ressources humaines pour nous doter des équipes qui permettront de répondre adéquatement aux attentes de la population.

Des changements de postes et des réaménagements interviennent dans l'appareil politico-administratif et diplomatique pour s'accommoder aux impératifs de disponibilité, d'efficacité et de rentabilité.

La première priorité a été d'accorder le bénéfice de l'urgence à la pacification des esprits au lendemain d'une campagne politique fiévreuse et multipolarisée, en profitant notamment de l'opportunité que nous offrait la présentation des nouveaux cadres administratifs des provinces et des communes à la population.

Nous nous attelons pour le moment à la préparation des

grands dossiers relatifs à la révision budgétaire, à l'élaboration des politiques sectorielles qui s'harmonisent avec la politique générale du Gouvernement. Le rapatriement et l'accueil de nos compatriotes réfugiés, le VIème plan quinquennal et la préparation du budget 1994, sont également inscrits sur la liste de nos travaux prioritaires. Je préciserais également qu'il est prévu des débats politiques dans les camps militaires, les communes et les quartiers. La population s'achemine aux élections communales prochaines avec pour toile de fond structurelle l'élaboration préalable de la future loi communale.

La situation dans les communes du pays est satisfaisante, il règne la paix, le calme et la tranquillité publique qui ont donné faveur à la reprise du travail, à l'enregistrement des recettes pour combler la situation financière catastrophique des communes.

Mesdames, Messieurs,

C'est pour Moi l'occasion de saluer ici l'évolution positive de la normalisation de la situation qui prévalait au Parlement. En effet, le dépôt du règlement d'ordre intérieur vient d'être adopté par le parlement, et l'élection du Bureau du Parlement est attendu dans les prochains jours. Ceci nous permettra de soumettre bientôt à son étude toute une série de projets de loi actuellement en vigueur, en l'occurrence la loi d'Amnistie promise et impatiemment attendue.

Hors de nos frontières, le comportement positif des dif-

férents partis traditionnellement d'opposition non encore légalisés au Burundi, de même que des associations politiques de ce qui faisait le gros de la diaspora, constitue un témoignage éloquent du fait qu'ils se sont en général reconnus dans la victoire récente du peuple, et qu'ils soutiennent l'aboutissement du processus démocratique.

Nous assistons aujourd'hui à une demande importante et spontanée, soit de rapatriements volontaires, soit de documents d'identité nationaux, en même temps que nos missions diplomatiques enregistrent beaucoup de renonciation au statut de réfugiés de la part de nos compatriotes. Il convient de souligner cependant l'existence par-ci, par-là, d'individus isolés ou de petits groupes qui par manque d'information ou par auto-intoxication manifestent quelques résistances, quelques velléités voire même une hostilité à notre démarche unitaire dans l'appréhension des phénomènes politiques. En ce qui nous concerne, nous tenons à préciser ici que nous allons privilégier le contact et le dialogue avec toutes les entités qui s'estiment avoir des droits politiques dans notre pays pour prévenir les situations de crise ou d'aventures politiques dont les victimes ont toujours été nos populations innocentes et le Burundi.

Nous observons néanmoins aujourd'hui une persistance d'extrémismes qui s'expriment à travers des thèmes de périls ethniques, péril Hutu ici, péril Tutsi là-bas. D'autres courants animent et nourrissent

une opinion farouche au changement. Ils défendent contre toute logique le statut quo, en invoquant des arguments non moins ethnistes de chasse à la sorcière, en faisant fi de tous nos efforts d'ouverture et de tolérance, comme si nous devions nous culpabiliser de notre victoire. Sur un autre front, tout aussi extrémiste, ils se trouvent campés ceux qui pensent que la victoire signifie qu'il faut procéder à un limogeage systématique de ceux qui n'ont pas défendu la cause et les idéaux du changement.

Ces attitudes témoignent des égoïsmes individuels qui sont comptables des blocages qu'à toujours connu l'évolution de la pensée politique dans notre pays et dont la conséquence a toujours été les tragédies qu'aucun esprit censé n'aimerait revivre.

Le culte du tribalisme est condamné à perdre des adeptes; aucune ethnie n'ayant plus de droit qu'une autre à l'autel de la démocratie et du développement intégral de tous. J'en appelle donc à la générosité et à l'esprit de partage pour que d'ici peu nous puissions vivre une société où les citoyens s'apprécient objectivement et se regardent dans les yeux avec sympathie, sans arrière pensée aucune.

La nouvelle approche du développement et de l'unité ne peut en aucun cas cautionner l'arbitraire de l'ethnisme aveugle et irrationnel.

Nous ne pouvons donc que déplorer les solidarités négatives tribales, qui s'observent aujourd'hui. Elles cachent somme

# CONFERENCE DE PRESSE DU CHEF DE L'ETAT

## Exposé introductif

(suite de la page 2)

toute de réelles médiocrités qui font que ceux qui se prennent pour des lumières portent l'étendard de leur ethnie. Les réflexes et les tendances à la globalisation hâtive, la logique de ghetto qui s'observe - hélas - dans les différentes catégories socio-politiques et socio-professionnelles sont des attitudes contraires au processus dynamique de la démocratie.

Mesdames, Messieurs,

Il ne faut pas attendre demain pour que tous les Burundi comprennent que la seule voie de salut de la nation est l'investissement dans l'effort permanent de dialogue, de l'écoute de l'autre. Nous devons, dès aujourd'hui apprendre à nous mettre à la place des autres, à percevoir leur logique interne pour mieux cerner leur pensée, leurs attentes, leurs souhaits et leurs espoirs. Nous devons explorer les possibilités d'un humanisme rénové. Ayons le courage de nous mettre à la place de l'autre pour pouvoir apprécier correctement l'impact de nos interventions non seulement dans les milieux au sein desquels chacun évolue habituellement, mais surtout dans les milieux qu'on fréquente peu et dont parfois on ignore les attentes et motivations.

J'en appelle spécialement à la responsabilité collective et individuelle des intellectuels sur l'influence évidente qu'ils peuvent et doivent jouer sur la santé et la moralité de l'opinion publique.

Mes vives recommandations vont à la jeunesse, espoir du Burundi de demain. La jeunesse doit s'armer de volonté et de cou-

rage pour se désolidariser dès à présent du carcan des schémas et des égoïsmes primaires, héritage d'un autre âge qui n'aurait pour conséquence que de les détourner et de l'intégration solidaire dans la communauté de destin et du droit nationale. L'ordre social et politique nouveau garantit d'égales chances à tous. Il lui incombe donc de s'investir dès aujourd'hui : la promotion d'autres valeurs dynamiques, d'autres attitudes positives qui tranchent avec ceux, inspirés par l'égoïsme, frein de l'élan de générosité et d'ouverture d'esprit. La jeunesse n'a plus le droit de rester à la remorque des événements qui font la trame de sa propre histoire.

Mesdames, Messieurs,

Notre responsabilité est lourde vis-à-vis de cette jeunesse. Le Burundi que nous devons léguer aux générations actuelle et futures doit se construire aujourd'hui. Nous devons rester solidaires et ensemble, nous liguons contre les tendances à l'exclusion. A la lumière de la relecture de notre histoire, il nous faut oser regarder la réalité en face, oser affronter un nécessaire examen de conscience pour nous assurer que nous ne contribuons pas - consciemment ou non - à la diffusion de l'idéologie d'exclusion et d'intolérance.

Je salue enfin l'émergence spontanée d'une presse qui se veut réellement libre et indépendante. Nous attachons une importance prépondérante à la libre circulation et à la diffusion plus large et mieux équilibrée de l'information,

pour une communication plus saine et efficace. La presse joue un rôle capital, dans l'équilibre des forces politiques pour que les dividendes de la démocratie, à savoir l'exercice des libertés fondamentales, par les citoyens ainsi que la jouissance de leur droits soient le mieux garantis. La presse a des obligations vis-à-vis de la communauté nationale et du pouvoir. Elle participe ainsi à la consolidation de l'unité et de la paix, si elle joue pleinement son rôle et de façon responsable. Elle est pour ce faire tenue à cultiver l'esprit de la droiture, à s'inscrire au culte de la vérité, de la stricte vérité objective.

Il serait dès lors illusoire voire même dangereux de croire qu'en accédant à la démocratie, une société, fut-elle bien organisée, aura nécessairement résolu tous ses problèmes d'ordre politique, économique, social ou culturel. C'est dire donc qu'une jeune démocratie reste toujours soumise à la loi de la fragilité du nouveau. La presse mal intentionnée ou mal gérée peut contribuer à sa caricature à sa démolition, à sa destruction. Elle doit en conséquence se faire violence et se soumettre à l'exigence de véhiculer la vérité, à la nécessité de l'objectivité, à la nécessité d'éviter l'information et le divisionnisme. Ici également, j'en appelle à un examen de conscience de chacun pour évaluer l'impact des écrits que nous sert la presse actuelle sur les esprits en rapport avec la sécurité et la paix, la démocratie et l'unité et enfin l'émancipation de la population.

Le Conseil National de la Communication devrait prendre la responsabilité qui est la sienne à cœur, pour garantir aux consommateurs une information saine et juste.

Mesdames, Messieurs,

La presse constitue un instrument efficace de contre-pouvoir dans la société civile. Les consommateurs-cibles sont en droit de réclamer un produit non vicié par des rumeurs, la désinformation, les lobbies anti-démocratie ou hostiles au changement des mœurs.

Nous entrons dans un autre système de valeurs: ce système impose la tolérance, le respect mutuel, l'esprit de modération et de la mesure, la confiance mutuelle, le compromis, le débat d'idées, l'esprit de partage, le culte de la vérité, la culture démocratique comme références permanentes du Burundi Nouveau.

Je suis parfaitement conscient de la corrélation étroite et directe qui existe entre sécurité, stabilité et développement. La consolidation de la paix acquise sera donc une pré-occupation permanente de notre politique. Nous demandons à nos amis partenaires traditionnels continuer à soutenir les efforts de nos populations pour que sur la base de la solidarité nationale, de l'unité nationale et de l'interdépendance entre les peuples et nations, les Burundi puissent tirer bénéfice du climat de paix nationale et mondiale dans l'intérêt de ces mêmes peuples.

Dans nos prochaines éditions vous lirez la suite de cette conférence.



# Le Renouveau

du Burundi



LE QUOTIDIEN BURUNDAIS D'INFORMATIONS

## Conférence de Presse du Chef de l'Etat

*Il martèle sur toutes les questions*

Le Président de la République, M. Melchior Ndadaye, a tenu sa première conférence de presse lundi après midi dans les studios de la Radio Télévision à l'intention de la presse nationale tant publique que privée.

De la presse justement il en a été question dans le message d'introduction. Evoquant la fragilité d'une jeune démocratie, le Président de la République a indiqué que la presse mal intentionnée ou mal gérée peut contribuer à la caricature, à la démolition ou à la destruction de la démocratie. Il a invité la presse à véhiculer la vérité objective et à éviter l'intoxication, la désinformation et le divisionnisme. Par ailleurs, chaque journaliste a été invité à faire un examen de conscience chaque fois pour mesurer l'impact des informations qu'il diffuse.

Les journalistes ont, à leur tour, posé des questions sur la censure qui, selon eux, s'exerce à leur endroit ces derniers jours, de façon inquiétante surtout à la télévision nationale. Le rapatriement, la sécurité, le changement de poste et les réaménagements dans les services publics ont aussi été au centre des questions des journalistes.

LIRE EN PAGE 2

# Conférence de Presse du Chef de l'Etat

Il martèle sur toutes les questions

## LINRE TRES LINRE

Selon le Président Ndadaye la presse burundaise travaille librement. Elle est tellement libre, a-t-il dit, que des militants du changement se demandent si la presse publique est là pour vilipender le pouvoir ou si elle est là pour donner une information objective. Ces militants, a dit le Président Ndadaye, sont très critiques et parfois même très fâchés. En illustration, il a évoqué le reportage à la télévision sur la querelle entre des rapatriés qui voulaient réintégrer leur maison de Minago et une famille qui l'a occupée après l'exil des propriétaires. Alors que la journaliste qui avait traité l'information avait affirmé que des militants du PRODEBU ont agressé une famille de Minago sans s'informer d'avantage, le pouvoir a été alerté pour savoir ce qu'il en était au juste. C'est ainsi qu'il a dépêché sur les lieux un représentant du ministère de l'Administration du Territoire, le gouverneur de Bururi et un parlementaire pour s'enquérir de la situation. Et finalement, a indiqué le Président Ndadaye, on a trouvé qu'il s'agissait d'une querelle entre des rapatriés et une famille qui a occupé leur maison les années précédentes. Le Chef de l'Etat a précisé que cette famille compte en sein des membres du PRODEBU. Quant à la censure dont se plaignent les journalistes de la radio télévision notamment sur les reportages relatifs au retour de l'ex-président Bagaza (où il ne fallait pas montrer la foule qui est venu



Le Chef de l'Etat, M. Melchior Ndadaye: "Nous avons l'impression que la presse burundaise aussi bien publique que privée travaille librement, très librement..."

l'accueillir) et le recrutement des rapatriés à l'institut Supérieur des Cadres Militaires ISCAM, le Président a répondu que toute information est traitée en général selon les orientations d'un médium. Passant sous silence le cas de l'ISCAM, le Président

## LE PRESIDENT PARLE DE LA ZONE FRANCHE ET D'AFFIMET

"La Zone Franche est quelque chose qui a été acceptée par le gouvernement du Burundi. Nous avons reconnu des avantages à cette Zone Franche. Il y a eu une loi qui n'a pas été remise en cause. Cette loi a été suivie d'une ordonnance ministérielle qui en précisait les modalités d'application. Maintenant, nous avons demandé que cette ordonnance ministérielle et cette loi soient appliquées rigoureusement.

Concernant le cas particulier d'AFFIMET, le gouvernement précédent s'était rendu compte qu'il y avait eu irrégularité dans l'attribution du certificat de Zone Franche à cette entreprise. Et cette irrégularité tient au fait que l'ordonnance portant mesure d'application de la loi sur la Zone Franche prévoit en son article premier, les produits qui ne font pas partie, qui ne peuvent pas faire partie de cette Zone Franche. Donc, qui ne sont pas éligibles.

Et l'article deux de la même ordonnance prévoit que pour que les minerais soient éligibles à la Zone Franche, il faut qu'il y ait des dispositions particulières qui analysent cas par cas chaque minéral. Et ce concerne notamment le degré de transformation, le montant de l'investissement, le nombre du personnel. Pour que finalement le pouvoir évalue s'il perd ou s'il gagne dans l'attribution d'un certificat du genre.

Et bien, ces dispositions particulières n'ont jamais été mises sur pied. Et pourtant, au mois de février, l'entreprise AFFIMET a obtenu le certificat de Zone Franche. Donc il y a eu une irrégularité qui crève les yeux.

Et l'entreprise a commencé à exporter à partir d'avril 1993. Nous avons constaté que les équipements ont continué à arriver jusqu'au mois de juin. Et l'entreprise a exporté sur quatre mois pour un montant d'environ un milliard de nos francs. Nous avons pensé que le Burundi ne pouvait pas fonctionner comme si c'était une jungle, où on ne respecte pas les lois qui sont établies. Et je demande à tous les opérateurs économiques de nous comprendre. De sentir notre désir. De faire en sorte que le cadre

Ndadaye s'est beaucoup plus expliqué sur le retour de Bagaza.

Selon lui, cinq chaînes de télévision auraient couvert l'événement différemment selon les intérêts et objectifs de chacune de ces chaînes. Par ailleurs, il a indiqué que des pressions s'étaient exercées sur lui pour que Bagaza ne rentre pas en arguant que son retour était dangereux. Devant une situation de ce genre, a-t-il expliqué, il ne fallait pas aggraver, inutilement un cas qui pouvait se résoudre sans problème. Plutôt que de nous reprocher une prétendue censure, les journalistes devraient se féliciter d'avoir contribué à ce que tous les enfants de ce pays rentrent et vaquent à leurs occupations sans qu'ils soient traqués et que les autres citoyens se sentent inquiétés, a conclu M. Ndadaye.

## HORREUR DU MENSONGE ET DE L'INTOXICATION

M. Ndadaye a déclaré tant à l'intention de la presse publique que privée qu'il a horreur du mensonge et de l'intoxication. A la presse publique "payée par l'Etat", il a demandé de traiter l'information objectivement. Les journalistes de la presse privée, a-t-il dit, ont le loisir d'écrire tout ce qu'ils veulent à condition de rester dans les limites acceptables par la loi. "Pourvu qu'ils n'intoxiquent pas, pourvu qu'ils ne racontent pas des mensonges". Il a critiqué, certains titres du Carrefour des Idées et de l'Indépendant avant de demander qu'on s'interroge sur l'impact qu'une information peut avoir et essayer

Suite en page 3

Suite en page 3



# Conférence de Presse du Chef de l'Etat

Il martèle sur toutes les questions

(Suite de la page 2)

de donner une information objective. Selon lui, le Carrefour des Idées et l'Indépendant ravivent tout le temps les divisions en faisant sentir que les hutu sont en train de prendre tous les postes, que le FRODEBU est en train de vider les caisses. A ce propos, il a démenti l'information du Carrefour des Idées qui a chiffré un milliard de nos francs les dépenses liées au déploiement de nouveaux diplomates en remplacement des anciens. Nous n'avons prévu sous cette rubrique qu'une dépense de 104 millions a-t-il révélé.

Toujours à propos de l'intoxication, M. Ndadaye a cité une autre publication d'un journal privé qui s'était exprimé récemment ainsi à propos de M. Ngeze, ex-ministre de l'Intérieur et du Développement des Collectivités Locales : "M. François Ngeze dont aucun Hutu du FRODEBU ne peut contester sa qualité de meilleur représentant de l'ethnie". Franchement...! s'est-il exclamé avant de demander par qui et quand Ngeze a été élu représentant de l'ethnie des hutu. Et de poursuivre en s'interrogeant si le faciès de Ngeze réunit les qualités de meilleur représentant de l'ethnie. Si c'est cela, pour M. Ndadaye c'est du tribalisme vulgaire.

## PROBLEME EPINEUX

En introduisant la conférence de presse, M. Ndadaye a fustigé le fait que la jeune démocratie est loin d'avoir épuisé ses problèmes politiques. Ainsi les gens qui se rapatrient veulent rentrer dans leurs propriétés alors qu'elles sont occupées par d'autres depuis

leur exil. N'y a-t-il pas une solution qui arrange les uns et les autres ? Nous avons mis sur pied une commission nationale chargée du retour des réfugiés a-t-il répondu. Un recensement quantitatif des gens qui veulent rentrer est fait. Le Chef de l'Etat a révélé qu'après cela une table ronde des bailleurs de fonds sera organisée afin de réunir les moyens nécessaires à l'accueil des frères vivant à l'étranger. Cependant, a-t-il indiqué, certains d'entre eux ne veulent pas attendre ce processus et ils arrivent régulièrement du Rwanda, du Zaïre et de la Tanzanie. Selon M. Ndadaye, le souhait est que ceux qui reviennent maintenant soient à même de se prendre en charge ou que leurs parents les aident. Néanmoins, le pouvoir est prêt à recourir aux moyens de bord pour les accueillir avec le risque que

certaines ne soient pas satisfaites.

A côté de cela le problème des propriétés est épineux dans les communes de la plaine de l'Inbo, de Kirundo et de Rumonge et de Nyansa-Lac. Pour cela, a indiqué le Président Ndadaye, il a été décidé de mettre sur pied des commissions de conciliation dans les communes et les zones afin que chaque cas soit traité individuellement. Ces commissions devraient d'après le président, compter des représentants des rapatriés, ceux des migrants et ceux de l'administration. Ainsi, pense M. Ndadaye, des solutions acceptables par les parties en conflit devraient être dégagées. Mais il a avoué que c'est un problème épineux dont une solution satisfaisante nécessitera probablement un débat public.

## UN DEFICIT PAS CATASTROPHIQUE

Le président de

la République s'est exprimé aussi sur la situation du budget de l'Etat. Il déplore un laxisme qui a eu lieu dans la gestion de certains comptes. "Beaucoup de comptes sont en dépassement". Et pour lui, ce n'est pas normal qu'après six mois on trouve par exemple sur un compte qu'il y a eu pratiquement épuisement de toute la provision. Il a révélé qu'une révision budgétaire est en cours et il rassure en disant qu'elle se fait de manière réaliste afin de ne pas aggraver le déficit budgétaire.

Selon M. Ndadaye, le Gouvernement sortant s'était donné, de concert avec le Fonds Monétaire International, l'objectif de réduire le déficit budgétaire à 9,5% du Produit Intérieur Brut (PIB). Le budget voté pour l'année 1993, a-t-il précisé, prévoyait un déficit budgétaire de 2,9 milliards. Mais, regrette M. Ndadaye, au mois de mai ce déficit était déjà à 5 milliards. Selon lui, la prévision budgétaire qui se fait pour les mois qui restent donne espoir que l'année pourrait se terminer avec un déficit oscillant autour de 10,5% du PIB. Il a signalé cependant que ce sont des chiffres provisoires qui pourront être modifiés par l'Assemblée Nationale. Si cette dernière n'ajoute pas des rubriques au niveau du budget des dépenses, l'année pourrait se terminer avec une augmentation d'un milliard (il passerait des 44,6 prévus à 45,6 milliards FBu).

Globalement, a conclu M. Ndadaye, il n'y a pas de catastrophe budgétaire contrairement à ce qui se

## LE PRESIDENT PARLE DE LA ZONE FRANCHE ET D'AFFIMET

(Suite de la page 2)

légal soit un cadre qui respecte les intérêts de tout le monde. Aussi bien les intérêts des opérateurs économiques que ceux de l'Etat du Burundi.

Qu'est-ce que nous aurions pu répondre si cinq ans après les Burundais nous avaient dit: Vous avez illégalement permis à une entreprise de provoquer un manque à gagner de vingt, trente ou cinquante milliards de francs Burundi aux caisses de l'Etat? Qu'est-ce que nous pourrions répondre d'ici cinq ans?

Donc, nous n'avons pas retiré le certificat d'entreprise franche à AFFIMET, nous avons suspendu ses effets. Pour que nous ayons le temps d'analyser en profondeur ce genre de dossier. Nous demandons donc à AFFIMET, s'il le veut bien (on ne les y oblige pas), de continuer à travailler comme les autres comptoirs d'or d'ailleurs. Mais, travailler normalement, sans bénéficier de l'avantage de la Zone Franche.

Et je pense aussi que c'est une mesure qui relève de la souveraineté d'un pays.

Il ne faut pas que les gens nous fassent sentir que nous avons eu tort de prendre ce genre de mesure.

Plus tôt, en langue nationale, le Président Ndadaye avait révélé que si AFFIMET avait payé les taxes, le Trésor public aurait déjà encaissé pendant ces quatre mois 400 millions de nos francs.

(Suite de la page 3)

# Conférence de Presse du Chef de l'Etat

*Il martèle sur toutes les questions*

(Suite de la page 3)

lit dans les journaux.

## SECURITE

Selon le Président Ndadaye, la situation dans les communes du pays est satisfaisante. "Il règne la paix, le calme et la tranquillité publique qui ont donné faveur à la reprise du travail". Cette quiétude devrait persister ou, pourquoi pas, s'améliorer puisque le Président affirme s'être doté des instruments qui devraient le permettre. Selon lui, le Conseil National de Sécurité récemment nommé tient compte de l'équilibre nécessaire. Il sera, a-t-il dit, prolongé par des conseils dans les provinces, les communes et les zones. Au niveau des communes et des zones, a dit M. Ndadaye, nous devons faire de sorte que toutes les catégories se retrouvent là-dedans tel que nous

avons essayé de le faire en ce qui concerne le Conseil de Sécurité au niveau national. Cependant, a-t-il nuancé, lorsqu'on parle de l'équilibre en sécurité, c'est délicat parce qu'on ne sait pas ce que telle ou telle autre personne met en avant. Selon lui, il y en a qui mettent en avant le critère ethnique tandis que d'autres préfèrent le professionnalisme ou la compétence. Il précise qu'il faut attendre la mise sur pied des conseils provinciaux, communaux et de zone pour pouvoir se faire une idée d'ensemble.

Un journaliste qui a entendu un certain Kabura Coesan, membre du PALIPEHUTU, menaçant sur les antennes de la BBC de faire une descente sur Bujumbura parce que, selon lui, rien n'a changé au Burundi a voulu savoir si cette menace ne risque pas

de nuire à la jeune démocratie. En réponse, le Président a informé que cet homme se considère comme le chef militaire du PALIPEHUTU. Mais il a indiqué que l'Etat Major de ce parti ethniste non agréé au Burundi lui a déjà fait savoir qu'il condamne les prétentions. Et il a aussi révélé qu'il est entré en contact avec tous ceux qui prétendent venir faire de la politique au Burundi. Selon ses contacts, il a affirmé que tous sont d'accord avec les grandes orientations du pouvoir actuel et qu'ils s'y reconnaissent en quelque sorte. La plupart veulent rentrer au Burundi et voir. Mais selon M. Ndadaye, ils savent qu'on ne peut pas agréer un parti à connotations ethniques sans qu'on change la constitution et sans qu'on viole la Charte de l'Unité Nationale. "Je leur ai dit qu'au-

cun pays, tel le Burundi, ne pourrait mettre le pays à feu et à sang pour le simple plaisir d'agréer un parti. Je leur ai demandé d'être confiants et de faire en sorte que les propositions et les revendications qu'ils avancent puissent être dans leur intérêt et dans l'intérêt du pouvoir et dans l'intérêt de la population burundaise". Selon lui, la plupart des gens qu'il a rencontré donnent l'impression d'avoir compris. Certains d'entre eux vont rentrer pour adhérer dans les différents partis. D'autres, a-t-il dit, ont accepté de mettre sur pied des partis politiques qui reflètent l'esprit des lois burundaises.

Et là, le Président Ndadaye n'y verrait aucun inconvénient.

Photos recueillies par Agence Interpress et l'Agence SABA.